



La Lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 55 Octobre 2014

La Lettre de l'Afrique est une publication mensuelle de réflexion sur l'actualité

Sommaire

Edito
Pessimisme et optimisme

Ebola encore

Lenteur et promptitude

Les élections législatives en **Tunisie**

Burkina Faso :
La chute de
Blaise Compaoré

Livres

Télégrammes



Ebola encore

5 000 morts, sur 10.000 malades atteints par le virus Ebola. Les chiffres augmentent de semaine en semaine. L'épidémie reste jusqu'à présent circonscrite à la Sierra Leone, la Guinée et le Libéria. Des précautions ont été prises pour les voyageurs, à la sortie de ces trois pays, et dans les aéroports et ports des pays africains ou hors d'Afrique où ils arrivent.

Les crédits annoncés par de nombreux pays pour lutter contre Ebola, et qui ne venaient pas assez vite, ont commencé à être mis effectivement en place. Mais les pouvoirs publics des pays donateurs peinent à trouver des volontaires en nombre pour aller soigner les malades et prévenir la contagion. C'est sans doute pourquoi, Washington a choisi d'envoyer un fort contingent de plusieurs milliers de militaires. Le gouvernement cubain a lui aussi pu décider d'envoyer près de trois cents personnels médicaux. Les ONG, parmi, lesquelles « Médecins sans frontières », font un travail admirable et d'autant plus difficile, qu'au risque de contagion auquel s'exposent les soignants, s'ajoutent les réactions parfois violentes de certaines populations, qui comprennent mal les contraintes qu'on leur impose, surtout lorsqu'on leur prescrit de renoncer à leurs rites funéraires, où les familles lavent les corps et les embrassent. □

**É
D
I
T
O**

Pessimisme et optimisme

Entre afro pessimisme et afro optimisme, les commentateurs médiatiques dominants sur l'Afrique, ont connu et connaissent de grandes variations, en France et en Europe. La tendance aujourd'hui est à l'optimisme. Malgré les crises politiques et les violences, malgré la misère, les périls sanitaires et la permanence de la faim. Il n'est plus de discours public à Bruxelles ou à Paris, sans que vienne l'évocation du « continent d'avenir », celui qui constitue déjà l'un des principaux réservoirs de matières premières du monde, celui qui comptera plus de 2 milliards d'âmes en 2050, et celui qui sauvera la francophonie par la croissance démographique des peuples

francophones et leur éducation à la langue et au savoir.

La question est maintenant de savoir si Français et Européens en tireront des conséquences concrètes en s'engageant délibérément dans un développement majeur de leurs relations avec les peuples d'Afrique. La diversité de l'Europe et la lourdeur de sa machinerie centrale à Bruxelles laissent peu de chances à l'expression rapide d'une nouvelle volonté européenne en direction de l'Afrique. Raison de plus pour que la France s'engage dans un renouveau massif de sa coopération. Alors que ses hommes d'affaires ont historiquement maintenu un lien vivant et ouvrent chaque jour des chemins nouveaux, les cercles dirigeants français de la politique et de la haute fonction publique, sont appelés à leur tour à accroître la dimension économique, culturelle et sociale de notre dialogue avec le sud : en priorité avec les trois pays du Maghreb et les pays francophones d'Afrique au sud du Sahara.

MORT D'UN SOLDAT FRANÇAIS AU NORD MALI

Le sergent-chef parachutiste Thomas Dupuy est mort le 29 octobre, au cours d'un violent accrochage avec un groupe djihadiste. Il est le

dixième militaire français tué depuis le début de l'opération Serval. L'Assemblée nationale lui a rendu un hommage solennel.

Lenteur et promptitude

Pourquoi, dans nombre de capitales occidentales, tant de promptitude à se mêler de la politique intérieure burkinabé, et tant de lenteur à agir dans les pays voisins devant l'épidémie Ebola ? Cette question lancée le dernier jour d'octobre par des intellectuels africains, alors que venait de tomber le Président Compaoré, a certes reçu, au moins en partie la réponse attendue sur Ebola, lorsque plusieurs pays occidentaux, dont généreusement la France, ont engagé dans la lutte contre Ebola, une part significative des moyens substantiels qu'ils avaient annoncés. Mais elle recouvre bien d'autres questions, exprimées ou inexprimées, et nous force en tout cas à nous interroger sur l'esprit de nos relations ac-

tuelles avec les pays africains francophones au sud du Sahara et sur leur avenir.

Au risque d'un malentendu historique

Par ces temps de mondialisation, nous avons d'année en année, constaté qu'au fur et à mesure que se développaient nos nouveaux contacts avec l'Afrique, nos relations humaines paradoxalement se distendaient. Des problématiques nouvelles les compliquaient, notamment celle de l'immigration africaine avec ses incompréhensions de part et d'autre, ou celle des rapports instables entre certains pouvoirs africains et nombre d'entreprises françaises, ou celle des discours croisés sur la démocratie. Sans oublier bien entendu, chez les uns et les autres, la ten-



tation du repli sur soi. Sans oublier non plus l'intérêt porté à d'autres relations : ne disait-on pas que tel chef d'État africain faisait désormais passer Washington avant Paris ? Et n'a-t-on pas dit, après l'intervention française en Libye, que si l'on recherchait une intervention militaire française, la meilleure manière de l'obtenir était d'aller demander à Washington d'inciter Paris à agir ?

(suite page 2)

Lenteur et promptitude (suite)

Quoiqu'il en soit de ces assertions entre fantasmes et réalités, le résultat présent est que les nouvelles générations africaines et françaises n'ont plus entre elles la même disponibilité d'esprit qu'auparavant. C'est vrai à tous les niveaux et particulièrement dans les milieux déterminants de la haute fonction publique, de la politique et des médias. Les rapports de ruse et de force tendent à se substituer aux rapports de confiance. La période ouverte il y a près de vingt ans par la suppression du ministère de la Coopération, spécialement chargé des relations avec l'Afrique francophone au sud du Sahara, va-t-elle déboucher sur un malentendu historique ?

Reconstruire une coopération franco-africaine de grande ampleur

Les meilleurs connaisseurs de l'Afrique et de la relation franco-africaine dans la durée, considèrent que nous ne pourrions inverser le cours des choses, que si, en nous adressant d'abord à nos partenaires africains francophones au sud du Sahara, nous parvenions à décider ensemble de construire une coopération économique et technique de grande ampleur, dans les domaines les plus modernes des équipements et des services. Il faudrait en même temps porter ensemble une attention toute particulière aux secteurs économiques et sociaux les plus sensibles pour les populations africaines, et susceptibles par là même d'intéresser l'opinion publique française par le cœur comme par la raison : agriculture vivrière et agro-industrie, santé, éducation et formation. Naturellement il faudrait élargir et renforcer ce renouveau par une relance exceptionnellement forte de notre coopération culturelle.



Reconstruire une coopération économique et technique de grande ampleur

La question des moyens

Par les temps qui courent, la question des moyens peut apparaître en France à tel point difficile, que l'on pourrait être tenté de renoncer, ou de remettre à plus tard ce qui serait en fait une autre manière de renoncer. Or ce que nous avons su faire pour la coopération franco-africaine au lendemain des indépendances et dans les trente ans qui ont suivi, nous devrions pouvoir le faire aujourd'hui, alors que la richesse globale de la France s'est accrue et que son poids n'est pas moindre en Europe et dans les grandes institutions internationales de coopération et de développement.

Le renforcement de notre dispositif d'action impliquerait toutes sortes de mesures nationales et d'appels à concours extérieurs. Mais nous devrions pouvoir agir sans avoir besoin de trop de temps, par une réallocation plus forte, au sein du budget national français, en fa-

veur des crédits destinés au soutien de nos intérêts internationaux ; par un encouragement fort à l'action de coopération internationale des grandes régions françaises existantes ou devant se constituer prochainement ; et sans doute par un appel catégorique à l'Union Européenne, afin qu'elle soutienne mieux nos projets de développement économique et social, en Afrique francophone au sud du Sahara puis au Maghreb : en effet, pourquoi ne pas considérer que la Commission de Bruxelles, ne devrait pas chercher à prendre, sur le terrain des projets de développement économique et social, la place des États membres de l'Union Européenne, dans les régions où ils ont une tradition et un avantage comparatif ? Et ne devrait-elle pas, au moins dans certaines périodes critiques, songer plutôt à apporter aux initiatives publiques et privées en provenance des mêmes États membres de l'Union, l'appui des moyens dont elle dispose ? □

Les élections législatives en Tunisie

La victoire relative du parti laïc

Le parti Nidaa Tourès, présenté comme libéral et laïc, a remporté les élections législatives du 26 octobre 2014. Il arrive nettement avant le parti musulman Ennahdha, qui avait gagné l'élection constituante en 2011, puis avait gouverné pendant trois ans avant de remettre le pouvoir, en raison des tensions politiques montantes, à un gouvernement de technocrates. Mais Nidaa Tounès ne dispose pas de la majorité absolue. Son chef, Béji Caïd Essebi, devra donc soit exercer le pouvoir avec une majorité relative, soit passer une ou des alliances. Il peut s'allier avec les petits partis. Mais on n'exclut

pas que cet homme de grande expérience et rompu à toutes les négociations, puisse rechercher une entente avec Ennahdha, pour constituer une grande coalition dans l'intérêt supérieur du pays. De toute manière, le paysage politique tunisien ne prendra sa forme complète qu'après la toute prochaine élection présidentielle dont le premier tour est fixé au 23 novembre et le second tour au 28 décembre 2014.

L'assemblée nationale compte 217 sièges. Le parti Nidaa Tounès en détient 86, Ennahdha 69, l'Union Politique Libre 16, le Front Populaire 15, Afek Tounès 8 ; huit autres partis se partagent les sièges restants, avec selon le cas de 1 à 4 sièges. L'élection s'est déroulée dans le calme et suivant les règles. Le résultat a été reconnu par les partis politiques en présence, comme par les observateurs nationaux et internationaux.

Relancer l'économie en général et le tourisme en particulier

La préoccupation principale des nouveaux dirigeants est de relancer l'activité économique, et de mettre un terme aux activités des groupes armés, qui entre banditisme et rébellion politique, résistent dans les montagnes de l'est et restent susceptibles de mener des opérations terroristes ponctuelles dans le pays. A l'ouest, les troubles qui agitent la Libye voisine suscitent une vigilance constante des autorités tunisiennes.

Quoiqu'il en soit, on espère à Tunis rassurer assez l'opinion publique à l'étranger sur la sécurité dans le pays, pour que le tourisme international puisse retrouver sa vigueur ancienne et contribuer de manière forte, comme avant 2011, à la prospérité de la Tunisie. □

Burkina Faso : La chute de Blaise Compaoré

Blaise Compaoré, voyant la partie perdue devant la foule en révolte, la dispersion de ses proches et l'indifférence de l'armée à son égard, a quitté en secret le 31 octobre, la capitale de Burkina Faso, sous la protection des Forces Spéciales Françaises, pour gagner la Côte d'Ivoire, où le Chef de l'État ivoirien, son ami Alassane Ouattara lui a donné asile. Des officiers, le chef d'état major de l'armée puis en dernier lieu le Colonel Isaac Zida, ont alors pris en mains le pouvoir et veillé à l'ordre dans le pays. Ils ont promis devant les revendications populaires et les pressions extérieures, de remettre rapidement le pouvoir entre des mains civiles, dans la perspective des élections que l'on envisage pour 2015.



Une révolution

C'est une révolution populaire qui vient de se produire. Elle en a la soudaineté et la violence. Elle porte des effets retentissants. Au Burkina Faso certes, où Blaise Compaoré régnait depuis 27 ans et tenait le centre d'un réseau qui couvrait tout le pays, et où la classe politique au pouvoir a été littéralement dispersée. Mais en Afrique de l'Ouest aussi, comme sur l'ensemble du continent, où les régimes en place et les opposants s'interrogent sur les leçons à tirer. Blaise Compaoré était à la fois une des figures les plus durables de l'establishment politique africain et l'un des médiateurs les plus réputés. C'est lui notamment qui avait mené à compter de 2007, la longue négociation entre Laurent Gbagbo, alors Président de la République ivoirienne et la rébellion armée du nord de la Côte d'Ivoire. C'est lui qui ensuite, avec le Président Sarkozy, avait travaillé à la chute de Laurent Gbagbo et à l'installation d'Alassane Ouattara à la tête de l'État ivoirien. Il avait joué un rôle important dans la première phase de la crise malienne, pour un retour à l'ordre civil puis pour la recherche d'un arrangement entre le pouvoir central et les représentants des Touaregs du nord Mali, jusqu'à ce que sur ce dernier point Alger obtienne de conduire la médiation. Parallèlement, il avait renforcé sa stature internationale, notamment par son élection à la Présidence de la CEDEAO en 2007 et 2008, et par son rôle au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies, lorsque son pays y avait occupé un siège de membre non permanent en 2008 et 2009.

L'Ami de Paris et de Washington

Pour les autorités françaises Blaise Compaoré était depuis longtemps, c'est-à-dire dès les années Mitterrand, un partenaire pré-



cieux. Et pour les Chefs d'État français un ami, de Jacques Chirac à François Hollande, en passant par Nicolas Sarkozy. Ce dernier avait d'ailleurs pris la décision d'installer au Burkina Faso une unité des Forces Spéciales, capable d'intervenir sans délai dans la région devant les menaces djihadistes. A Washington également, il était tenu pour un homme sûr. Cela étant, à Paris et à Washington, on voyait que les opposants ne cessaient de prendre force dans son pays et que son projet de modification de la constitution en vue d'un nouveau mandat risquait de faire converger les refus. François Hollande lui avait récemment écrit en lui suggérant de se retirer dans l'honneur. Mais il avait persisté, jusqu'à ce que des centaines de milliers de Burkinabé manifestant durement dans les derniers jours d'octobre, provoquent la dispersion de l'Assemblée nationale, la chute de son gouvernement et son propre exil. Paris et Washington ont pris acte de ce départ et ont concentré leurs déclarations sur la nécessité pour les militaires de respecter la constitution et de remettre au plus vite le pouvoir à une autorité civile de transition. La Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine et le Secrétaire général des Nations Unies ont dit de même. Tout ce qui précède explique l'exfiltration par les Forces Spéciales Françaises le 31 octobre. Le rôle des Français, rendu public quelques jours après, manifeste une volonté de contribuer à la paix civile et le souci humain de sauvegarder la vie d'un ami.

La transition en cours a besoin de temps

Les militaires ont bien promis de remettre dès que possible le pouvoir à des autorités civiles de transition. Mais la question qui se pose dans l'immédiat, est non seulement de veiller à la paix civile, ce que les militaires sont aujourd'hui seuls en mesure de faire, mais aussi de savoir quelle personnalité civile serait réellement en mesure de recevoir le pouvoir avec un minimum d'assentiment populaire et d'organiser sérieusement la transition. Les grands partenaires étrangers se sont d'abord référés à ce sujet à l'ordre constitutionnel. Mais si la constitution prévoit qu'en cas de vacance du pouvoir présidentiel, la transition est exercée par le Président de l'Assemblée nationale, il reste que les membres de l'Assemblée nationale, son Président inclus, ont été dispersés par le peuple et les locaux de l'institution brûlés en tant que symboles associés à l'ancien régime. Les principaux protagonistes civils et militaires ont convenu le 5 novembre que des élections présidentielles et législatives devraient avoir lieu « d'ici novembre 2015. » Mais il reste difficile aux partenaires politiques aspirant au pouvoir, de s'entendre sur un responsable civil de la transition. A Ouagadougou, on a besoin de temps. □



Répertoire de l'Administration territoriale de la République Centrafricaine

Juan Fandos-Rius, Jacques Serre
Sciences Politiques Afrique Noire République Centrafricaine
Editions L'Harmattan

Le présent travail trace l'évolution du commandement des différentes unités administratives, aujourd'hui préfectures et sous-préfectures, de la République Centrafricaine depuis leur création jusqu'à nos jours. Le répertoire est accompagné de notes historiques dans l'optique des découpages des unités administratives. Au présent la République

Centrafricaine veut s'engager dans une politique de la décentralisation et de la régionalisation en faveur de la démocratie locale et d'une administration plus proche des administrés.
ISBN : 978-2-343-01298-8 • 1 septembre 2014 • 294 pages
Prix éditeur : 18,53 €

Le Dialogue islamo-chrétien en Centrafrique

Justin Ndéma
Croire et savoir en Afrique
Religion Afrique Noire République centrafricaine
Editions L'Harmattan

Pour éviter toutes sortes de manipulations du religieux par le politique, et surtout pour pré-

venir les risques d'un conflit interreligieux en République centrafricaine, cet ouvrage propose une médiation de l'humanité du Christ comme chemin du dialogue islamo-chrétien.

Qu'est-ce que nous disons du Christ qui nous permet d'entrer en dialogue avec les autres croyants ?



ISBN : 978-2-343-04304-3 • 1 novembre 2014 • 166 pages - Prix éditeur : 16,15 €

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Niger- Mali

• 3 octobre 2014 : 9 soldats du contingent nigérien au Mali, sont tués dans une embuscade sur un axe routier.

Maroc

• 10 octobre 2014 : le Maroc, se référant à une « force majeure sanitaire » résultant d'Ebola, demande le report de la Coupe d'Afrique des Nations 2015 (CAN), prévue sur son sol du 17 janvier au 8 février 2015.

France – Mali

• 14 octobre 2014 : le sergent-chef français Thomas Dupuy est tué dans un accrochage au nord Mali.

France

• 19 octobre 2014 : ouverture du « Salon International de l'Alimentation » -SIAL 2014- qui se tient à Villepinte du 19 au 23 octobre. Des entreprises africaines y participent et présentent leurs innovations dans la transformation des produits alimentaires.

Afrique de l'Ouest-France

• 21 octobre 2014 : L'Union Économique et Monétaire de l'Ouest Africain (UEMOA) célèbre ses vingt ans à Ouagadougou, en présence des Chefs d'État de la zone, dont celui du pays d'accueil de la cérémonie, le Président Blaise Compaoré.

Côte d'Ivoire

• 22 octobre 2014 : Ouverture à Abidjan du procès aux assises de Simone Gbagbo, épouse de l'ancien Chef d'État ivoirien. Elle est accusée d'infractions graves en matière de droits de l'homme.

Tunisie

• 26 octobre 2014 : Élections législatives en Tunisie. Le parti laïc Nidaa Tounès arrive en tête devant le parti musulman Ennahdha, mais n'obtient pas la majorité absolue.

Burkina Faso

• 31 octobre 2014 : Démission et départ en Côte d'Ivoire du Président Blaise Compaoré.

Maroc

• 6 novembre 2014 : Le Roi du Maroc fait une déclaration solennelle sur l'ancien Sahara espagnol, partie intégrante du Maroc. Il souligne que « le choix d'ouvrir la porte à la négociation ne portait et ne portera en aucune manière sur la souveraineté du Sahara occidental ». « L'initiative d'autonomie est le maximum que le Maroc puisse offrir ». « Le Maroc restera dans son Sahara et le Sahara demeurera dans son Maroc jusqu'à la fin des temps ».

XVe SOMMET

DE LA FRANCOPHONIE

- DAKAR -

29 et 30 NOVEMBRE 2014

www.francophoniedakar2014.sn